



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU VAR

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
du Var

TOUITOU Jean  
44 boulevard Napoléon 3  
06000 NICE

### Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Var

Dossier suivi par :  
STEPHANE DARBON

Mèl : [stephane.darbon@var.gouv.fr](mailto:stephane.darbon@var.gouv.fr)

Tél. : 0489964367  
Fax : 0494700039

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Projet de menuiserie industrielle – lieu-dit « Maufache » sur les communes de la MOTTE et des ARCS-SUR-ARGENS**  
**Courrier de notification de décision**

Copie : AFB

EURL EAU&PERSPECTIVES, 540 chemin de la Plaine 06250 MOUGINS  
Mairie des Arcs, place du Général de Gaule 83460 Les Arcs-sur-Argens  
Mairie de la Motte, 1 place Clémenceau 83920 LA MOTTE

P.J. : arrêté de prescriptions générales

Réf. : 83-2019-00007/D1803

TOULON, le 08 Mars 2019

Monsieur,

Par courrier en date du 16 Janvier 2019, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :  
**Projet de menuiserie industrielle – lieu-dit « Maufache »  
sur les commune de la MOTTE et des ARCS-sur-Argens**

dossier enregistré sous le numéro : **83-2019-00007/D1803**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints**.

Par ailleurs vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

J'attire votre attention sur le fait que votre dossier ne vise pas la rubrique 1.1.2.0 et que vous ne pouvez pas prélever plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration. .

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,  
La Chef du service de l'eau et des milieux aquatiques,



Chantal REYNAUD

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.